

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AFR 52/005/2009

ÉFAI

19 juin 2009

Somalie. Les bombardements aveugles doivent cesser à Mogadiscio

Vendredi 19 juin 2009, Amnesty International a une nouvelle fois demandé à toutes les parties au conflit armé en Somalie de mettre immédiatement fin aux attaques menées sans discrimination qui font des victimes parmi la population civile. En effet, le 17 juin, une mosquée a été touchée par un tir de mortier à Mogadiscio, causant la mort d'au moins 13 fidèles.

On ignore si cette attaque au mortier est imputable aux groupes armés d'opposition ou aux forces inféodées au gouvernement. Toutes les parties au conflit recourent à des tirs de mortier et d'artillerie dans le cadre de leurs opérations de guerre. Or, ces armes de zone ne permettent pas de cibler avec précision des objectifs militaires dans des quartiers à forte densité de population. Des secteurs entiers de Mogadiscio ont été pilonnés à plusieurs reprises et complètement détruits depuis l'intensification des affrontements début 2007.

Le recours répété aux tirs de mortier dans des zones d'habitation densément peuplées de la capitale et les attaques menées sans discrimination par tous les belligérants démontrent leur mépris flagrant envers le droit international humanitaire. Si certains ont exprimé leur inquiétude quant au sort tragique de la population civile à Mogadiscio, aucun n'a pris les mesures concrètes permettant de l'épargner – notamment en cessant les tirs de mortier et d'artillerie.

La mosquée, située dans le district de Karan, au nord de Mogadiscio, aurait été frappée au crépuscule, vers 18 heures, alors que les fidèles avaient fini de prier et s'éloignaient. Le 17 juin, des combats d'une grande intensité se déroulaient dans d'autres quartiers de Mogadiscio : les groupes armés postés dans le secteur du marché de Bakara essayaient les tirs de mortier et d'artillerie des forces favorables au gouvernement fédéral de transition, appuyées selon certaines informations par les troupes de l'Union africaine (UA). Cinq enfants ont également été tués dans le district de Hodan, un obus ayant frappé le balcon sous lequel ils s'étaient réfugiés.

Pour la deuxième fois depuis le début de l'offensive militaire lancée le 7 mai 2009 par les groupes armés Hisbul Islam et Al Shabab contre les forces inféodées au gouvernement fédéral de transition, une mosquée de Mogadiscio a été frappée par un tir de mortier. Le 10 mai, alors que les groupes armés attaquaient les positions des troupes gouvernementales, un obus avait déjà touché une mosquée proche du palais présidentiel, tuant au moins 14 fidèles.

Depuis le début de cette offensive, notamment dans la capitale Mogadiscio, des dizaines de civils ont été tués et plusieurs centaines blessés. D'après des chiffres de l'ONU, quelque 122 000 civils sont déplacés à la périphérie de la capitale. Parmi eux, environ 40 000 étaient récemment rentrés à Mogadiscio, dans l'espoir que la nomination du nouveau président du gouvernement fédéral de transition, Cheikh Sharif Cheikh Ahmed, se traduirait par une sécurité accrue. Des dizaines de milliers de civils seraient pris au piège à Mogadiscio ; ils ne peuvent fuir en raison de l'insécurité et sont incapables de payer leur transport. Les hôpitaux de Mogadiscio seraient submergés par les nombreux blessés ayant besoin de recevoir des soins. Par ailleurs, du fait de l'insécurité, les organisations humanitaires ont de grandes difficultés à venir en aide à la population civile.

Le conflit ne donne aucun signe d'apaisement. Le 18 juin, le ministre de la Sécurité du gouvernement fédéral de transition a trouvé la mort dans un attentat à la voiture-suicide contre l'hôtel où il était descendu à Beletweyne, ville somalienne proche de la frontière avec l'Éthiopie. Revendiqué par al Shabab, cet attentat aurait causé la mort de 20 personnes, dont plusieurs représentants du gouvernement.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, Royaume-Uni, au +44 20 7413 5566 ou press@amnesty.org.

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, www.amnesty.org.